L'INITIATIVE DES TROIS MERS : OPPORTUNITÉ AMÉRICAINE OU PERSPECTIVE EUROPÉENNE ?

ALEXANDRE HOGU
NOTE 83, OCTOBRE 2026

L'Institut Thomas More est à la fois un laboratoire d'idées, un centre d'action et une école de formation. Libéral-conservateur, libre et indépendant, il est basé à Paris et Bruxelles.

La démarche de l'Institut se fonde sur les valeurs proclamées dans sa Charte : la liberté et la responsabilité, le respect de la dignité de la personne, la subsidiarité, l'économie de marché, les valeurs universelles qui sont l'héritage commun des pays européens.

Paris
91, rue du Faubourg Saint-Honoré
F-75 008 Paris

Bruxelles
Clos des Salanganes, 5
B-1150 Bruxelles

www.institut-thomas-more.org
info@institut-thomas-more.org

L'INITIATIVE DES TROIS MERS : OPPORTUNITÉ AMÉRICAINE OU PERSPECTIVE EUROPÉENNE ?

ALEXANDRE HOGU
NOTE 83, OCTOBRE 2026

Alexandre Hogu est assistant de recherche à l'Institut Thomas More. Il est étudiant en Master de Relations internationales avec pour langue orientale le roumain à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales (INALCO). Il est titulaire d'une bi-licence en Histoire mention Sciences politiques à l'Institut Catholique de Paris (ICP) depuis 2024. En 2023, il effectue un stage à l'Institut Thomas More auprès de Selmin Seda Coskun dans ses travaux sur la Turquie. Il a rejoint l'équipe de recherche de l'Institut Thomas More à l'été 2024, où il suit particulièrement la géopolitique de l'Europe orientale et du Sud-Est, de la mer Noire et des espaces roumanophones (Roumanie et Moldavie) •

Sommaire

Résumé 6

Introduction 7

L'Initiative des Trois Mers : un cadre de développement pertinent pour les PECO 8

Inverser la perspective : la promotion du développement nord-sud 8
Un manque d'investissements qui obère le développement de l'Initiative des Trois Mers 9
Une expansion qui pourrait modifier les objectifs de l'Initiative des Trois Mers 9

L'administration Trump II et les PECO : une diplomatie des flux au service d'un ancrage américain 10

Un rôle politique fondateur des États-Unis 10
Une pénétration économique déjà pensée et effective 11
Un *leadership* à prendre 13

Devant les visées américaines, quels leviers pour les Européens ? 13

La position française : un nécessaire changement d'approche 13
L'enjeu énergétique : l'isthme ponto-baltique dans la maîtrise des flux 14
La Pologne et l'Initiative des Trois Mers : un *leadership* au service de la défense européenne 15

Conclusion 16

Résumé

L'urgence de porter une attention accrue à ce qui se passe dans l'espace est-européen • Alors que sont régulièrement rapportées des incursions de drones russes sur les rives du Danube, que les espaces aériens letton et estonien sont violés par des avions russes et que la collaboration russo-chinoise obtient des succès en Arctique, la nécessité d'un espace est-européen défendable et dissuasif s'avère de plus en plus urgente. Partant, les tentatives de coordination régionale, aussi bien sur le plan économique que militaire, méritent attention.

L'Initiative des Trois Mers est une plateforme régionale prometteuse qui peine cependant à prendre de l'ampleur • Le manque de *leadership* disperse ses forces et diminue son attractivité auprès des capitaux privés. Elle s'est pourtant élargie au fil des années et dispose aujourd'hui de liens étroits avec de plus en plus de partenaires stratégiques. De plus, ses domaines d'intérêt se sont multipliés selon les nouveaux enjeux mondiaux et régionaux – intelligence artificielle, cyber, usage dual des infrastructures civiles notamment.

Les États-Unis sont le principal partenaire de l'Initiative des Trois Mers • Développant leurs terminaux de gaz naturel liquéfié, ils répondent aux besoins créés par la situation en Ukraine et s'imposent comme la première alternative au gaz russe. Leur soutien depuis les débuts du forum, aussi bien politique qu'économique, a longtemps fait craindre une instrumentalisation de la plateforme en vue de concurrencer l'Union européenne. Ainsi les accords bilatéraux signés cette année avec de nombreux États de la région dans le secteur nucléaire participent-ils d'une stratégie pensée en amont par les *think tanks* conservateurs. À ce titre, l'Initiative des Trois Mers compte parmi les instruments américains pour une pénétration économique accrue en Europe centrale et orientale.

La France doit changer d'approche • Paris a délaissé ladite initiative, ce qui l'a marginalisée, alors que l'Allemagne, la Commission européenne, l'Espagne et même l'Italie en sont devenues des « partenaires stratégiques ». Pour autant, la porte n'est pas fermée et la France dispose d'entreprises qu'elle peut mettre en avant pour répondre aux besoins de la région.

Le manque de *leadership* est ce dont le forum souffre le plus • Alors que les États-Unis l'utilisent afin de promouvoir leurs intérêts géoéconomiques, les pays de l'Europe de l'Ouest doivent mettre en avant leur vision du développement en Europe centrale et orientale. Dans un contexte marqué par l'ombre de la Russie, les infrastructures d'interconnexion doivent autoriser un usage aussi bien civil que militaire qui permette à la fois de poursuivre une politique de développement régional et une meilleure mobilité des forces militaires en cas de conflit. Ainsi, l'exploitation de ressources énergétiques européennes doit-elle se poursuivre et être intégrée dans une réflexion stratégique globale.

La Pologne est amenée à devenir un acteur moteur de l'Initiative des Trois Mers et à contribuer à faire de la plateforme un outil au service de la défense européenne • Déjà, par son poids économique, elle tend à influer sur ses structures financières. Également, son intégration au sein du G20, alors que le PIB du pays dépasse depuis quelques années les 1 000 milliards de dollars, marquerait une étape majeure dans l'élévation de la Pologne au rang de puissance régionale capable de représenter l'Europe centrale et orientale sur la scène internationale.

La dynamique récente de l'Initiative des Trois Mers s'inscrit dans un intérêt croissant pour l'Europe centrale et orientale • La situation internationale est de plus en plus polarisée. Pour cette raison, la participation de plusieurs pays membres du forum à la *Pax Silica* en mars 2026 a accordé une place à la région dans la chaîne d'exploitation des terres rares, en particulier pour ce qui concerne la transformation de ces dernières.

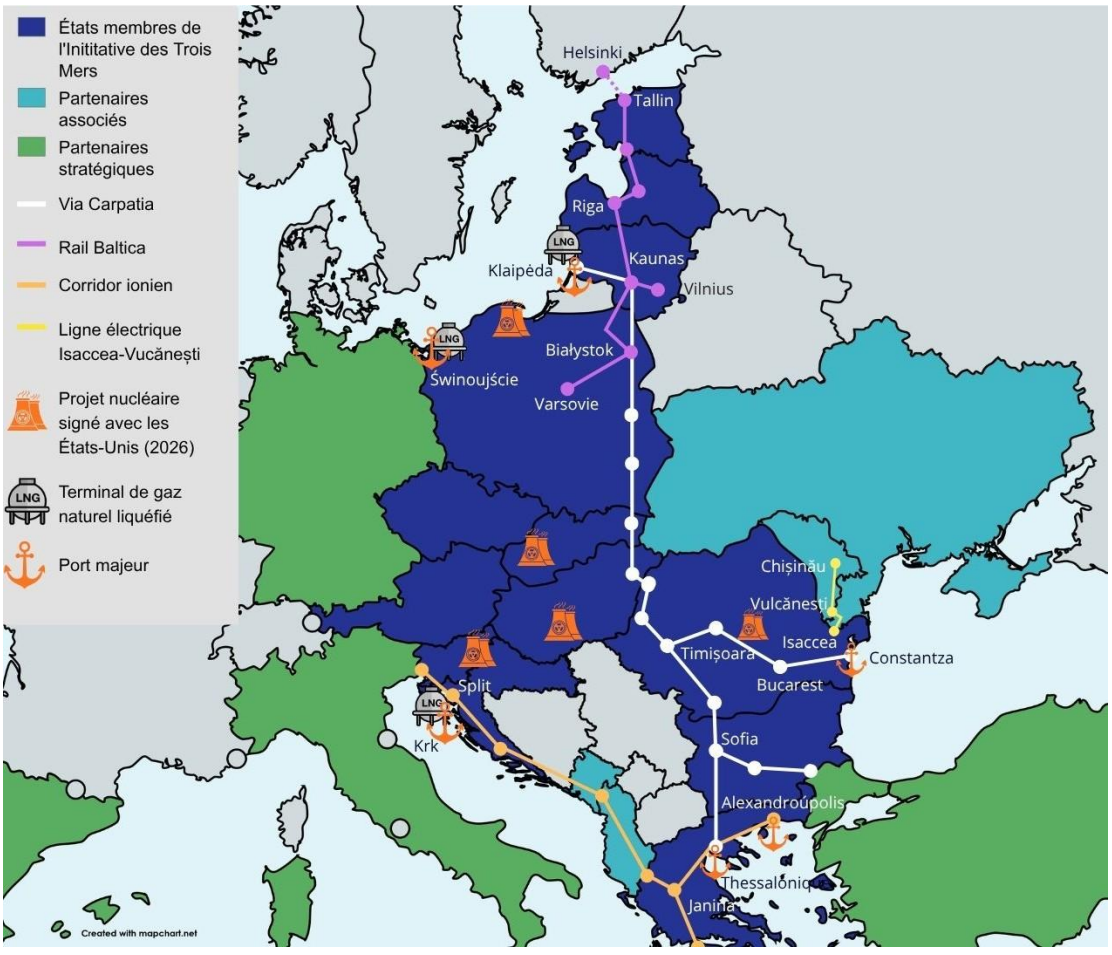
Introduction

Les 28 et 29 avril 2026, la Croatie accueillait, à Dubrovnik, le onzième Sommet de l'Initiative des Trois Mers. Regroupant une vingtaine de pays, dont treize États membres, sept partenaires stratégiques, et d'autres pays moteurs de la plateforme ainsi que des acteurs privés, il s'agit d'un forum annuel au cours duquel sont discutés des projets d'infrastructures, de défense, de cybersécurité, ou encore d'énergie.

L'Initiative des Trois Mers est lancée en 2015 sous l'impulsion de la Pologne et de la Croatie. Le premier Sommet se déroule à Dubrovnik les 25 et 26 août 2016, regroupant douze États – la plupart membres des Neuf de Bucarest –, avec l'ambition de fonder un forum pour le développement d'infrastructures sur un axe nord-sud entre la Baltique, l'Adriatique et la mer Noire **(Figure 1)**.

Les États-Unis soutiennent cette « Initiative », puis, après quelques années, la Commission européenne en devient partenaire. Au départ, l'Initiative des Trois Mers se concentre sur les questions économiques ; cependant l'élargissement de ses objectifs, accentué depuis 2022, a étendu son champ d'action à la défense ou au développement durable. Le Sommet de Riga cette année-là marque un tournant en réaction à l'invasion russe : l'entrée de l'Ukraine comme État partenaire participant précédera des élargissements successifs qui viseront à mieux articuler et intégrer les acteurs de l'isthme ponto-baltique.

Figure 1 • L'Europe centrale et orientale, un espace aux nombreux projets d'infrastructures



Source. mapchart.net

Cependant, malgré les ambitions affichées par le forum, l'argent manque, les États membres ne s'investissent pas de manière égale et le nombre de projets terminés est bien maigre par rapport à ceux qui sont en attente de financements. Les États-Unis de l'administration Trump II mènent une diplomatie économique active dans la région ; la tournée européenne de Marco Rubio du 12 au 16 février 2026 met en évidence des partenariats bilatéraux qui se forment et des contrats majeurs qui se signent. L'Initiative des Trois Mers, dans ce contexte, représente un outil intéressant pour Washington, alors que son manque de *leadership* la rend plus facile à influencer. On peut se demander si l'Initiative des Trois Mers, plus qu'une perspective de développement pour l'Union européenne, ne serait pas une opportunité économique pour les États-Unis.

L'Initiative des Trois Mers : un cadre de développement pertinent pour les PECO

Inverser la perspective : la promotion du développement nord-sud

La première promesse de l'Initiative des Trois Mers est de répondre à un besoin : le manque d'infrastructures du nord vers le sud. Cela est une conséquence de l'histoire de la région : du temps de la domination soviétique, Moscou organisait de manière verticale l'interdépendance des membres du Bloc de l'Est **(1)**, si bien que les infrastructures routières et ferroviaires visaient à relier chaque membre à l'URSS. Il s'agissait alors d'un axe est-ouest, qui ne fut pas remis en cause par la désintégration du Bloc de l'Est à partir de 1989. Le rattachement à l'économie de marché, soutenu par le consensus de Washington **(2)**, n'a pas modifié en profondeur les infrastructures presque laissées, par ailleurs, à l'abandon. De Moscou, on est passé à Berlin : l'intégration européenne, et avec elle la libre circulation des marchandises, a vu le commerce extérieur des pays de la région se tourner principalement vers l'Allemagne. Primitivement orientés vers l'est, les flux économiques le sont désormais vers l'ouest. Promue par la Pologne et la Croatie – la Roumanie s'ajoutant peu après –, l'Initiative des Trois Mers doit être le véhicule d'un nouveau paradigme économique : le développement de Gdańsk à Zagreb, de Constantza à Varsovie. Il s'agit de montrer que la région, dont l'ensemble du PIB atteint à peine celui de l'Allemagne, est capable de devenir un espace économique structuré, source d'enrichissement mutuel et non plus seulement dépendant de la demande ouest-européenne.

L'Initiative se concentre donc sur plusieurs axes de développement incarnés par des projets communs : les plus célèbres sont *Rail Baltica*, un projet de ligne à grande vitesse entre les pays baltes et la Pologne, et la *via Carpatia*, une autoroute partant de Klaipėda (Lituanie) jusqu'à Thessalonique (Grèce). Pour la première, la ligne principale devrait être complétée d'ici 2035 **(3)** et le dernier tronçon de la seconde devrait être construit d'ici la fin de la décennie **(4)**. La *via Carpatia* est véritablement emblématique : elle traverse sept pays, se divise en deux voies peu après avoir passé la frontière roumano-hongroise, et s'allonge jusqu'au port de Constantza, en Roumanie. Il s'agit du plus long projet porté par la plateforme.

(1) L'organisation de la dépendance des pays du Bloc de l'Est est un fait historique établi. L'écartement des rails différent des lignes ouest-européennes, la spécialisation économique orchestrée par le CAEM ou encore le manque d'infrastructures nord-sud en sont autant d'éléments. Voir Kacper Szulecki, *Energy Security in Europe. Divergent Perceptions and Policy Challenges*, Norwegian Institute of International Affairs, octobre 2017, disponible ici.
(2) Le consensus de Washington est un ensemble de grands principes néolibéraux qui guident les principales organisations économiques internationales durant les années 1990. Ces principes reprennent les recommandations de l'économiste John Williamson en 1989, et ont influencé la transition des économies post-soviétiques européennes vers le capitalisme.
(3) Pour voir l'état d'avancement du projet, se reporter au site dédié, disponible ici.
(4) Bogdan Cozma et Antonia-Laura Pup, « Win-win for Warsaw and Washington: Poland wants more US engagement in the Three Seas Initiative », GMF, septembre 2025, disponible ici.

Un manque d'investissements qui obère le développement de l'Initiative des Trois Mers

Malgré les promesses ambitieuses du forum, force est de constater que l'Initiative des Trois Mers n'a pas pris la dimension qu'espéraient ses promoteurs. Si en 2021 un fonds d'investissement est créé (3SIIF), ce sont principalement la BGK (la banque de développement de l'État polonais) et EximBank Romania (banque d'import-export) qui le constituent *via* des fonds propres **(1)**. La participation des pays membres est censée s'élever à au moins vingt millions d'euros, seulement plusieurs pays ont refusé de le faire : l'Autriche, la République tchèque et la Slovénie **(2)**. Plusieurs membres, en plus de veiller à maintenir une certaine entente avec la Russie, se méfient d'un forum qui serait centré sur la connexion des pays de l'isthme ponto-baltique à la Pologne. D'autres, comme l'Autriche, craignent une concurrence avec l'Union européenne, qui fournit déjà des subventions en faveur d'infrastructures régionales ; on pensera au Mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE), aux Fonds de cohésion ou encore au Fonds européen de développement régional (FEDER) qui financent le même type d'infrastructure. À cet égard, le projet *Rail Baltica* est financé à 85 % par des fonds européens comme le MIE **(3)**.

Finalement, les fonds propres de l'Initiative des Trois Mers atteignent péniblement le milliard d'euros, et cela grâce à des fonds américains sur lesquels nous reviendrons. Depuis 2015, quatorze projets sont arrivés à terme sur 143 annoncés, tout en sachant que l'objectif initial était de commencer avec un budget de cinq milliards d'euros qui devait permettre une levée de fonds de plus de cent milliards d'euros **(4)**. L'Initiative des Trois Mers peine donc à attirer les investisseurs : les fonds propres de la plateforme sont censés encourager les acteurs privés, seulement le manque de volonté des États membres produit l'effet inverse. À cela s'ajoutent d'autres problèmes structurels, tels que la corruption assez largement répandue **(5)**, un cadre législatif qui doit être mieux adapté, la visibilité des projets, etc. Plus généralement, le manque de *leadership* pénalise l'ambition de l'Initiative des Trois Mers, et au lieu d'une dynamique régionale forte, d'une vague de projets transfrontaliers visibles aux populations, le forum peine aujourd'hui à apporter la preuve concrète de sa raison d'exister. Il est à noter qu'au Sommet de Dubrovnik, la Pologne, la Roumanie, la Lituanie ainsi que la Slovénie et la Croatie ont signé une déclaration d'intention avec le Fonds d'investissement européen (FIE) **(6)**. Les banques publiques de développement des pays susnommés ont ainsi annoncé investir 250 millions d'euros dans un nouveau fonds de fonds ; cela dans le but d'attirer deux milliards d'euros de fonds privés.

Une expansion qui pourrait modifier les objectifs de l'Initiative des Trois Mers

Lors du premier Sommet en 2016 qui se déroulait en Croatie, douze pays composaient le forum. Aujourd'hui on en compte treize, avec les ajouts rapides de l'Autriche, de la Slovénie, de l'Estonie et de la Lettonie. En 2023 la Grèce y fait son entrée, ce qui modifie l'étendue géographique du forum : on touche à une quatrième mer, la mer Égée, d'où une partie de l'aide américaine à l'Ukraine peut être envoyée, rejoignant en Roumanie les *solidarity lanes* mises en place depuis le début du conflit en février 2022 **(7)**. Un nouveau port d'importance intègre ainsi la plateforme : celui de Thessalonique, qui *de facto* fait de l'ombre au port de Constantza, bien que ce dernier capte depuis 2022 les marchandises qui ne peuvent s'écouler depuis le port d'Odessa.

---

(1) Ministère des affaires étrangères (Roumanie), « The Three Seas Initiative (3SI) », décembre 2021, disponible ici.
(2) La position autrichienne est sûrement la plus singulière du forum. Si elle a pu évoluer avec la guerre en Ukraine sur la question de la dépendance à la Russie, les points de friction demeurent inchangés. Voir Valerie Kornis, « Austria's perspective on the Three-Seas-Initiative », Friedrich Naumann Foundation, 14 février 2022, disponible ici.
(3) « Rail Baltica introduces the outcomes of the updated cost-benefit analysis », Rail Baltica, 10 juin 2024, disponible ici.
(4) Raisina Debates, « The Three Seas Initiative: a decade of integration », Observer Research Foundation, décembre 2025, disponible ici.
(5) Selon l'indice de perception de la corruption de *Transparency International* en 2025, en prenant plusieurs pays du forum, leur classement dans le monde serait celui-ci : Estonie 12e, Lituanie 28e, Slovénie 41e, Pologne 52e, Roumanie 70e, Bulgarie 84e.
(6) « Three Seas Initiative Business Forum – The Croatian Presidency wants to strengthen the financial instruments of the Three Seas Initiative », Vlada Republike Hrvatske, 29 avril 2026, disponible ici.
(7) Pour un exemple récent de collaboration dans le cadre des *solidarity lanes*, voir Commission européenne, « Solidarity Lanes: European Commission, Romania, Moldova and Ukraine strengthen cooperation along the Danube », 6 mars 2026, disponible ici.

Si l'Initiative des Trois Mers accueille de nouveaux membres, elle se heurte à des obstacles. En effet, la plateforme a été créée dans le but d'accélérer le développement des pays membres de la région au sein de l'Union européenne. L'Ukraine et la Moldavie sont devenues des « États partenaires participants » respectivement en 2022 et 2023, et l'octroi de ce statut au Monténégro ainsi qu'à l'Albanie a été annoncé au Sommet de Varsovie en 2025. Les États observateurs peuvent bénéficier des projets de l'Initiative des Trois Mers, toutefois ils ne votent pas sur les orientations du forum, bien qu'ils puissent proposer des projets transfrontaliers et les discuter. Par exemple : le corridor Ionien-Adriatique, qui part du port d'Alexandroúpolis (Grèce) et traverse toute la côte adriatique jusqu'à Split (Croatie) avant de s'achever à Trieste (Italie) ; le projet a été relancé par l'adhésion de ces deux nouveaux partenaires **(1)**. En plus de ces États au statut hybride, le forum a défini des « partenaires stratégiques », soit des États avec lesquels l'Initiative des Trois Mers entend intensifier sa collaboration. Les États-Unis sont le premier d'entre eux, cependant on compte également l'Allemagne ainsi que la Commission européenne dès 2018, et le Japon depuis 2024. L'Espagne et la Turquie se sont également vu accorder le statut de partenaires stratégiques en 2025 ; l'Espagne possède de nombreux terminaux de GNL et la Turquie permet de mieux sécuriser l'arrivée d'hydrocarbures en provenance de la mer Caspienne et de la mer Noire. L'Italie, en 2026, est le sixième État partenaire de l'Initiative ; cela ouvre la voie à des projets dirigés vers les ports italiens ainsi que l'accès aux hydrocarbures nord-africains dont l'Italie se veut le point d'entrée en Europe **(2)**. Taïwan n'a pas de statut officiel compte tenu de sa situation internationale, cependant l'île se positionne sur les marchés du numérique. Enfin, les Émirats arabes unis ont eux aussi manifesté leur intérêt et jouissent depuis 2025 du statut de partenaire d'investissement privilégié. Néanmoins, les investissements émiratis pourraient être altérés par la situation fortement instable que traverse le Moyen-Orient – que l'on pense aux difficultés de navigation actuelles dans le détroit d'Ormuz –, et les fonds disponibles pourraient être marqués par une logique de préservation et une certaine prudence en Europe centrale et orientale.

L'Ukraine et la Moldavie ont, d'après la déclaration conjointe du Sommet de Vilnius en 2024, vocation à intégrer l'Initiative des Trois Mers **(3)**. Le risque est que l'Initiative devienne un appendice de la reconstruction ukrainienne d'après-guerre, ce qui lui donnerait une certaine légitimité tout en la dénaturant. Comme on le voit, l'Initiative est avant tout un forum d'investisseurs économiques guidé par des priorités d'ordre politique.

L'administration Trump II et les PECO : une diplomatie des flux au service d'un ancrage américain

Un rôle politique fondateur des Etats-Unis

Le rôle des États-Unis depuis la fondation de l'Initiative des Trois Mers est indéniable. Donald Trump s'avère un soutien ferme, et ce dès son premier mandat. Au Sommet de Varsovie, en 2017, il prononce un discours sans équivoque : « Nous sommes tous rassemblés ici dans un esprit d'espoir, et cette assemblée historique marque un nouveau futur pour le marché libre d'une énergie à bas coût, qui apportera une plus grande sécurité et prospérité à tous nos citoyens. Nous vivons sur d'énormes ressources d'énergies, nous sommes en ce moment des exportateurs d'énergie, et donc, peu importe quand vous en avez besoin, appelez-nous. Nous nous tenons aux côtés des pays des Trois Mers » **(4)**. Cette intervention de Donald Trump a permis une plus grande visibilité de l'Initiative sur la scène internationale, a rassuré les investisseurs potentiels et donné une impulsion au projet.

(1) Également appelé « Blue highway ». Voir WBIF, « Adriatic-Ionian Highway/Expressway: feasibility study », disponible ici.
(2) Voir Jean-Pierre Darnis, « Le "plan Mattei" du gouvernement Meloni : vers une politique africaine pour l'Italie ? », Fondation pour la recherche stratégique, 21 février 2024, disponible ici.
(3) Voir la déclaration du Sommet de Vilnius en 2024, dans laquelle le forum souligne sa volonté de mieux intégrer les deux États en vue de leur entrée à l'Union européenne, disponible ici.
(4) « Remarks by President Trump at the Three Seas Initiative Summit – July 6, 2017 », Global Public Affairs, 6 juillet 2017, disponible ici.

Au vrai, le soutien américain n'est pas une politique proprement « trumpienne » : en 2020, une loi bipartisane est passée au Congrès, qui accorde 300 millions de dollars à l'Initiative. Cela est certes loin du milliard de dollars promis par Mike Pompeo en 2020 lors de la conférence de Munich, cependant, sur un capital de 928 millions d'euros, la somme est tout à fait substantielle. Ces 300 millions de dollars sont un prêt de la DFC (*U.S. International Development Finance Corporation*) **(1)** et le contrat donne aux États-Unis un droit de regard sur les fournisseurs choisis pour les projets qu'ils financent. Par le biais de ce droit de regard, les investisseurs chinois sont écartés des projets de l'Initiative des Trois Mers : concrètement, les opérateurs chinois tels que Huawei, qui proposent leur technologie 5G, sont exclus des financements de l'Initiative des Trois Mers **(2)**. Nous notons cependant que la Grèce, membre de l'Initiative, a accepté que le port du Pirée soit détenu majoritairement par l'entreprise chinoise Cosco ; on constatera alors que les projets prioritaires de la plateforme concernent d'autres ports majeurs, tels que Thessalonique et Alexandroúpolis.

Une pénétration économique déjà pensée et effective

L'administration Trump II mène une politique internationale que l'on peine encore à conceptualiser pleinement. Dans le cas de l'Europe centrale et orientale, nous devons souligner le manque de littérature sur la vision qu'elle en a. La NSS publiée en décembre 2025 accorde à la région quelques compliments, certes, cependant aucune politique concrète ne peut en être déduite. Il est alors pertinent de se reporter aux *think tanks* conservateurs américains, en particulier à ceux dont l'influence prépondérante sur l'administration républicaine est avérée.

La Heritage Foundation produit des rapports et des notes suivis avec attention par les décideurs républicains. On retrouve notamment un rapport publié le 9 octobre 2025 intitulé *Nuclear exports to European allies: a strategic win-win* **(3)**. Il y est question d'une stratégie économique possible dans la région utilisant le secteur de l'énergie pour se rapprocher d'États qui ont besoin de renforcer leur autonomie énergétique. La note fait le constat suivant : les PECO ont vu la plupart de leurs infrastructures énergétiques construites par des entreprises soviétiques. Elles rendaient ainsi ces pays dépendants du savoir technique et de la technologie de l'URSS. Depuis la chute du mur de Berlin, ces infrastructures n'ont pas été remplacées et continuent d'être entretenues par des entreprises russes. Cependant elles arrivent à la fin de leur cycle de vie, et les autorités cherchent à les remplacer, de surcroît lorsque la politique européenne depuis 2022 met l'accent sur la résilience et le « *de-risking* » (« réduction du risque ») vis-à-vis de la Russie. La Heritage Foundation tient une ligne très favorable à l'Initiative des Trois Mers, soutenant les projets de financements américains : notamment, le prêt de 300 millions de dollars *via* la DFC **(4)**.

Le nucléaire • La tournée européenne de Marco Rubio, qui s'est conclue par la conférence de Munich en février 2026, s'inscrit dans les préconisations de la Heritage Foundation : développer le nucléaire civil dans les PECO. Les rencontres avec Robert Fico en Slovaquie **(5)**, Victor Orbán ensuite **(6)** et les contrats déjà signés avec la Slovénie et la Pologne **(7)** montrent que l'offre américaine séduit : ces quatre pays ont déjà passé ou sont sur le point de passer d'importantes commandes à Westinghouse. Les centrales vont ainsi progressivement remplacer la présence

(1) Atlantic Council, « Tallinn summit marks significant progress in the Three Seas Initiative », 19 octobre 2020, disponible ici.
(2) Voir Frances Burwell, Jörn Fleck et Eileen Kannengeiser, « Beyond 5G, Central Europe will be key to countering Chinese technological influence », Atlantic Council, 14 août 2020, disponible ici.
(3) J. Embree et J. Spencer, « Nuclear Exports to European Allies: A Strategic Win-Win », Heritage Foundation, 9 octobre 2025, disponible ici.
(4) Daniel Kochis, *The Three Seas Initiative is a strategic investment that deserves the Biden administration's support*, Heritage Foundation, 18 février 2021, disponible ici.
(5) France 24, « Rubio visits Slovakia and Hungary to bolster ties with pro-Trump leaders », 15 février 2026, disponible ici.
(6) Sur les projets relatifs au nucléaire civil, se reporter à la note du Département d'État américain « Secretary Rubio advances national security through civil nuclear deals in Central Europe », 16 février 2026, disponible ici.
(7) Bien que la décision finale d'investissement ne soit pas encore rendue, Westinghouse est à ce jour en très bonne position par rapport à EDF pour la construction d'un second réacteur (JEK2) pour la centrale de Krško en Slovénie. En Pologne, l'on prévoit la mise en service du premier des trois nouveaux réacteurs AP1000 de Westinghouse d'ici 2033. Voir Nuclear Newswire, « Credit agreement advances Westinghouse-Poland partnership », 19 février 2026, disponible ici.

de Rosatom pour plusieurs décennies. Également, les mini-réacteurs, ou SMR, sont un enjeu d'innovation pour tous les acteurs du secteur : la Roumanie souhaite en faire l'acquisition, et un contrat a été signé le 24 juillet 2024 pour l'achat de plusieurs d'entre eux **(1)**. Notons que dans le cas roumain, la centrale de Cernavodă, dont la décision d'achat remonte à l'époque de Nicolae Ceaușescu, a été construite par le canadien EACL (Candu Energy). En marge du Sommet de Dubrovnik, les États-Unis et la Croatie ont par ailleurs signé une déclaration conjointe en faveur de la coopération pour le nucléaire civil, notamment par le déploiement de ces petits réacteurs modulaires – programme FIRST. Cette signature s'accompagne de l'annonce d'un investissement américain de 50 milliards de dollars pour la création d'un centre de données dans le pays, dont les besoins en électricité seront particulièrement importants **(2)**.

Toujours dans le cadre du programme FIRST, une déclaration d'intention relative au lancement d'une étude d'ingénierie et de conception préliminaire (FEED) a été signée entre les États-Unis, la Slovaquie et Westinghouse pour la centrale Jaslovské Bohunice, située à une soixantaine de kilomètres de la capitale slovaque. Si l'on ajoute le soutien qu'apportent les États-Unis à l'accord entre la Croatie et la Bosnie-Herzégovine en faveur d'un pipeline américain **(3)**, le sommet de 2026 montre clairement un ensemble d'investissements sur la côte adriatique **(4)**.

Le gaz naturel liquéfié • Le GNL est également une énergie que les États-Unis souhaitent développer en Europe. L'ouest du continent en importe déjà ; les quantités varient d'un pays à l'autre, cependant la tendance est à une très forte croissance un peu partout sur le continent. Au sein des PECO, les ports de Krk en Croatie, de Klaipėda en Lituanie, ou encore de Świnoujście en Pologne, ont permis une très forte croissance du GNL dans ces pays. L'Europe est le principal marché des États-Unis, puisque 68 % de leurs exportations y sont destinées ; la demande va croissant à mesure que les sanctions contre la Russie trouvent une application concrète et que les infrastructures sont construites. La Pologne est un cas emblématique : avec l'agrandissement des terminaux de GNL du port de Świnoujście fin 2024, la capacité de « regazéification » – c'est-à-dire le processus qui permet de redonner au gaz liquéfié sa forme gazeuse – est passée de 6,2 milliards à 8,3 milliards de mètres cubes par an **(5)**. À l'échelle du continent, il est question d'une croissance spectaculaire de 60 % en un an, passant de 178 millions à 291 millions de mètres cubes par jour. Si le Qatar est un pays fournisseur, les infrastructures ne bénéficient presque qu'aux États-Unis, et ce d'autant plus que le blocage du détroit d'Ormuz entrave les exportations qataries. Afin de prendre la mesure de l'importance de l'Europe pour le GNL américain, nous donnerons un dernier chiffre : le Vieux Continent a absorbé 75 % de la croissance mondiale du GNL l'an passé **(6)**.

Enfin, le mois de février a également vu la réunion ministérielle sur les minerais critiques, présidée par Marco Rubio, consacrer l'Europe centrale et orientale comme une région pertinente dans la sécurisation des chaînes d'approvisionnement mondiales **(7)**. L'industrie de transformation est vue comme un pivot intéressant pour s'extraire de la domination chinoise : cela est l'une des raisons de l'intérêt croissant du Japon pour l'Initiative des Trois Mers. En conséquence, le 26 mars 2026, le Département d'État américain a annoncé la création d'un fonds d'aide de 250

---

(1) L'investissement dans les SMR américains fait partie d'une dynamique plus vaste d'investissements et d'entretien du parc nucléaire roumain. La décision finale d'investissement a été rendue en février 2026. Cristina Bellu, « Nuclearul intră în "mainstream" ăn Europa. În România, trei proiecte, același test: bani, oameni, rețea », *Ziarul Financiar*, 22 avril 2026, disponible ici.
(2) Voir Croatia Week, « U.S. announces billions in investment in Croatia at the Three Seas Summit », 29 avril 2026, disponible ici.
(3) Sur les problèmes que pose ce « pipeline pour la paix », voir Tom Burgis, « EU risks fallout with US over Trump-linked Balkans pipeline plan », *The Guardian*, 23 avril 2026, disponible ici.
(4) Pour toutes ces mesures, voir « New era of strategic partnership: United States advances key investments and Cooperation at the Three Seas Initiative Summit », U.S. Department of State, 29 avril 2026, disponible ici. On remarquera la place centrale qu'occupe la Croatie dans la stratégie régionale américaine, et notamment l'harmonisation des règles fiscales, préparant d'autres investissements américains dans le pays.
(5) ORLEN, « ORLEN accelerates its LNG expansion: more deliveries, stronger fleet and growing import capacity », 10 février 2026, disponible ici.
(6) EIA, « U.S. natural gas exports to grow nearly 30% by 2027 as LNG facilities ramp up », 16 avril 2026, disponible ici.
(7) La réunion ministérielle sur les minerais critiques s'inscrit dans le Partenariat pour la sécurité des minerais (*Mineral Security Partnership,* ou MSP), créé en 2022. Réunissant quatorze ministres des Affaires étrangères, il vise à assurer la sécurité des chaînes d'approvisionnement en minerais et en terres rares. Le partenariat cible explicitement la prédominance chinoise dans le secteur de l'extraction et de la transformation de ces minerais. Les membres de son conseil permanent sont les membres du G7, la Norvège, la Corée du Sud, la Suède, la Finlande, l'Inde, le Royaume-Uni et l'Estonie. L'Union européenne y est également représentée *via* la Commission européenne. Le « MSP Forum » élargit les partenaires du MSP à huit autres pays, dont la Roumanie et la Pologne pour l'Europe. Enfin, le 4 février 2026, s'est également tenue la « Coalition mondiale pour les minerais critiques », regroupant plus de cinquante-cinq pays. Voir, *2026 Critical minerals ministerial – fact sheet*, 4 février 2026, disponible ici.

millions de dollars nommé *Pax Silica Fund*, visant à soutenir les États partenaires dans le développement de leur industrie d'extraction ou de transformation **(1)**.

Un *leadership* à prendre

L'Initiative des Trois Mers manque d'une volonté politique capable d'entraîner des financements et des projets d'envergure. Lors du Sommet de Dubrovnik de 2026, l'administration Trump II a saisi l'opportunité d'afficher son soutien à plusieurs projets dont nous avons parlé précédemment. Le président polonais Karol Nawrocki avait par ailleurs fait des démarches dans ce sens en septembre 2025. La position américaine est favorable par rapport aux autres partenaires de la région ; la Chine, notamment, voit un certain reflux de ses coopérations avec les pays de la région – on pensera à la Lituanie qui a quitté le format 17+1 en 2021, suivie de la Lettonie et de l'Estonie l'année suivante. Cependant, d'autres acteurs montrent leur intérêt pour la plateforme : le Japon a établi un bureau régional de la JBIC (*Japan Bank for International Cooperation*) à Varsovie en 2025 afin de se rapprocher du siège de la BGK, la principale banque dont les fonds alimentent le 3SIIF **(2)**. De nombreuses entreprises japonaises sont capables de concurrencer les fleurons américains, qu'il s'agisse du nucléaire civil et du ferroviaire (Hitachi), de la construction (Daiwa House, Mori Building), ou encore de la logistique (Yamato, Itochu) **(3)**.

Tout l'intérêt pour les États-Unis est de préparer les pays de l'Initiative des Trois Mers à l'offre américaine. Cela est en adéquation avec cette approche « transactionnelle » qui a souvent été employée lors du premier mandat de Donald Trump, et que celui-ci continue de mettre en avant : réduire l'engagement financier en Ukraine tout en accroissant les relations commerciales favorables aux entreprises américaines.

Devant les visées américaines, quels leviers pour les Européens ?

La position française : un nécessaire changement d'approche

La France s'est longtemps tenue en retrait de l'Initiative, la considérant comme un instrument au service des intérêts américains. L'Allemagne, elle, après quelques années à observer le forum, décide de s'y investir en 2018 en devenant un partenaire stratégique. Au sein des membres de l'Initiative des Trois Mers, la France est vue comme un partenaire lointain, ce qui laisse une plus grande marge de manœuvre pour d'autres acteurs : les États-Unis peuvent utiliser l'Initiative, la Chine a son format 14+1, quoique moribond. La France devrait s'intéresser à l'Initiative des Trois Mers. Il s'agit d'un projet qui porte une promesse politique forte pour les opinions publiques de la région. L'enjeu ukrainien a pu provoquer des mécompréhensions durables entre pays européens – le maladroit « Il ne faut pas humilier la Russie » d'Emmanuel Macron en 2022 en est l'exemple. Certes, la trajectoire a depuis été corrigée, mais il faut aller plus loin encore et s'investir dans de grands projets dits « structurants ».

---

(1) *Department of State launches Pax Silica Fund*, 26 mars 2026, disponible ici. La *Pax Silica* est également le nom d'une coalition internationale portée par les États-Unis depuis décembre 2025 : l'on y retrouve le Japon, la Corée du Sud, Singapour, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, Israël, les Émirats arabes unis et l'Australie. L'objectif est de « réduire les dépendances coercitives » en sécurisant la chaîne d'approvisionnement de minerais critiques dont le silicium, indispensable aux puces utilisées pour l'intelligence artificielle. D'autres pays s'y sont ajoutés, tels que l'Inde depuis le 20 février. Voir Aurélien Defer, « Intelligence artificielle : les États-Unis annoncent la "Pax Silica", une coalition internationale sur la chaîne d'approvisionnement de l'IA », *L'Usine digitale*, 12 décembre 2025, disponible ici.
(2) On peut ajouter à cela la déclaration conjointe de la première ministre Sanae Takaichi et du premier ministre Donald Tusk le 15 avril 2026, disponible ici. Le Japon et la Pologne affirment travailler ensemble sur les sujets de défense et de matériaux critiques.
(3) Voir Róża Zabojszcz, « Building bridges: Japan and the Three Seas Initiative », TSBC, 14 novembre 2025, disponible ici.

D'un point de vue économique, les projets portés par l'Initiative des Trois Mers touchent à de nombreux secteurs dans lesquels la France peut se targuer d'avoir des géants mondiaux. Que l'on pense à l'énergie nucléaire avec EDF et Framatome, au pétrole et au gaz avec TotalEnergies, à la construction d'autoroutes avec Vinci, aux trains d'Alstom, etc. Ces entreprises font face à une concurrence américaine féroce – on a mentionné Westinghouse en Slovénie face à EDF – et le manque de soutien à très haut niveau peut expliquer certaines défaites face à la force de frappe économique des États-Unis. Paris aurait tout à gagner en se rapprochant de ses alliés d'Europe centrale et orientale. Là où les États-Unis promeuvent leurs entreprises, les incorporant dans leur politique étrangère, la France doit faire de même, et ainsi utiliser les leviers possibles pour étendre son pouvoir et son influence. L'Europe centrale et orientale est certes dominée par la demande et la puissance industrielle allemande – et italienne –, cependant la France n'est pas dépourvue de secteurs de pointe qui font sa fierté : elle doit s'investir dans l'Initiative des Trois Mers, car elle est sans doute le pays européen avec la vision géopolitique la plus claire et la plus stratégique. L'émergence de la Pologne comme une puissance régionale doit encourager la France à se rapprocher d'un pays pivot, autre que l'Allemagne, en Europe centrale et orientale. On sait l'ambition que veut se donner la Pologne au sein de ce forum : l'Initiative des Trois Mers est donc un terreau fertile à un rapprochement franco-polonais.

En matière d'énergie, le GNL demeure une solution pertinente face à l'arrêt des importations russes. Les terminaux qui ont été construits ne seront pas démontés : la France peut en revanche se placer à la proue d'énergies de rupture, comme l'hydrogène, tout en renforçant sa présence dans le parc nucléaire des pays de la région. La France est également bien placée dans la course aux SMR ; l'expérience roumaine avec les États-Unis est à suivre de près.

L'enjeu énergétique : l'isthme ponto-baltique dans la maîtrise des flux

Une large part de la consommation énergétique européenne provient d'importations extra-communautaires ; les hydrocarbures russes avant la guerre, le gaz algérien, le pétrole azerbaïdjanais, ou encore celui du Golfe ou de Norvège, en sont autant d'exemples. On oublie souvent que l'Europe est dotée de gisements sur son propre territoire, et une politique axée sur la souveraineté, dans un contexte international sujet aux crises, nécessiterait de développer intelligemment ses propres ressources. Depuis 2022 et le Sommet de Riga, l'Initiative des Trois Mers a élargi ses objectifs ainsi que la nature de ses projets dans le contexte de la guerre en Ukraine : elle intègre désormais le cyber et l'IA, revêtant une dimension plus géopolitique. Avec le Sommet de Bucarest en 2023, l'Initiative développe la transition écologique et les investissements technologiques **(1)**. Au-delà des infrastructures portuaires pour le GNL mentionnées plus haut, plusieurs États membres prospectent d'éventuels gisements gaziers dans leurs eaux – Roumanie et Bulgarie en mer Noire, Grèce en mer Égée – et des discussions existent sur le tracé des gazoducs qui les livreront. Certains États, à l'image de la Hongrie et de la Slovaquie, pourraient bénéficier du gaz roumain et bulgare, de même que l'Ukraine. La Moldavie est l'exemple idoine d'un État dont la dépendance énergétique vis-à-vis de Moscou a été corrigée grâce au raccordement avec le voisin roumain, à l'image de la ligne à haute tension Isaccea-Vulcănești dont la synchronisation a commencé en mars 2022 **(2)**.

La France pourrait aider au financement de ce type de projet, les privilégiant par rapport aux infrastructures de GNL qui ne profitent presque qu'aux États-Unis. Les gazoducs peuvent aujourd'hui être bidirectionnels et à usage multiple : transporter du gaz provenant du forage *Neptun Deep,* mais aussi de l'hydrogène créé par des centrales nucléaires ou de l'éolien. Les projets d'énergies renouvelables, comme le parc éolien en mer prévu par la Roumanie, sont également des pistes d'investissements qui profitent à la communauté européenne dans son ensemble.

(1) Voir la déclaration conjointe du Sommet de Riga, *Joint declaration of the Seventh Three Seas Initiative Summit*, 20 juin 2022, disponible ici. À propos du Sommet de Bucarest, voir *Joint declaration of the eighth summit of the Three Seas Initiative*, 6-7 septembre 2023, disponible ici.
(2) Europa Liberă Moldova, « Linia electrică Isaccea-Vulcănești, avariată în urma unui atac rusesc în Ucraina, a fost reparată și repusă în funcțiune », 28 mars 2026, disponible ici. La Moldavie importe aujourd'hui entre 60 et 70% de son électricité de Roumanie.

La Pologne et l'Initiative des Trois Mers : un *leadership* au service de la défense européenne

En 2017, le président polonais Andrzej Duda expliquait que l'Initiative des Trois Mers n'avait pas d'ambition « politique » et se limiterait à un développement économique des territoires. Le président tchèque de l'époque, Miloš Zeman, avait signalé qu'il n'adhérerait pas à un instrument d'influence polonais : il exprimait ainsi un refus de tout ce qui pourrait s'apparenter à l'*Intermarium*, projet polonais datant de l'entre-deux-guerres, qui consistait en une sorte de fédération des États de l'ancienne République des Deux Nations contre la Russie bolchévique **(1)**. Malgré cette suspicion vis-à-vis des « projets cachés » de la Pologne, il est désormais évident que les États de la région sont pareillement menacés par la Russie, pays dont ils ont éprouvé la domination, et partagent de ce fait des sentiments généralement pro-ukrainiens. L'élargissement des domaines de discussion au sein du forum témoigne de préoccupations régionales pour une politique de défense plus forte et crédible.

Le principal souci de l'Initiative des Trois Mers, nous l'avons dit, tient au manque de *leadership* en son sein : nombre de ses membres refuseraient que la Pologne prenne les devants, en particulier la République tchèque et l'Autriche. Toutefois, la perspective de faire entrer des infrastructures civiles dans le 1,5 % des accords de La Haye **(2)** est un argument en faveur de tels projets : répondre aux besoins de connexion entre les pays de la région, contribuer au renforcement militaire, et satisfaire l'allié américain. La France a intérêt à ce que l'isthme ponto-baltique soit adapté à la mobilité des forces armées. Là où l'*Intermarium* de Piłsudski était une tentative isolée, l'Initiative des Trois Mers est complémentaire de l'action de l'OTAN et peut, tout en développant ses interconnexions civiles, contribuer à la sécurité de l'ensemble de la région. Toutefois, au regard de l'action diplomatique de l'administration Trump II, la pérennité de la défense des frontières du flanc Est repose sur une implication accrue des Européens au sein des structures de l'Alliance. Si l'on souhaite renforcer la capacité dissuasive des États de l'Initiative des Trois Mers, il faudrait que l'Europe de l'Ouest oriente les projets prioritaires vers un usage dual – civil et militaire. Ce tournant stratégique a été pris lors du Sommet de Dubrovnik (2026), dont la déclaration conjointe mentionne explicitement l'adaptation des projets d'infrastructures à la mobilité militaire rapide ainsi que leur usage dual **(3)**.

Ce sommet marque peut-être également un tournant dans la vision partagée que les États membres ont de l'Initiative des Trois Mers. En effet, la Pologne représentera la plateforme régionale au cours du prochain sommet du G20 en décembre 2026. Plus qu'un tournant, cela démontre surtout un état de fait : la Pologne possède l'économie la plus massive de la région. Il s'agit d'un acteur en pleine ascension depuis une dizaine d'années, dont le PIB par habitant s'accroît fortement, le PIB global représentant près d'un tiers de celui de l'ensemble des membres de l'Initiative des Trois Mers – 1 040 milliards de dollars en 2025. L'année dernière, une projection de l'OCDE avançait que d'ici dix ans, le PIB par habitant de la Pologne dépasserait celui de la France et du Royaume-Uni **(4)**. Enfin, la Pologne, à elle seule, assure environ 40 % des exportations de la région.

À l'heure actuelle, la Pologne ne siège pas au G20 – à la différence de la France, de l'Italie et de l'Allemagne. Toutefois, elle est représentée par l'Union européenne. Cependant, dans une déclaration conjointe publiée le 30 avril 2026, les

(1) L'*Intermarium* (*Międzymorze* en polonais) est un projet géopolitique du maréchal Józef Piłsudski, qui est plusieurs fois relancé sans succès au cours de l'entre-deux-guerres. Il s'agit d'une fédération liant par des traités de défense les États situés à l'endroit de la République des Deux Nations dissoute en 1795 (la Pologne, la Lituanie, la Biélorussie et l'Ukraine). L'*Intermarium* était un projet tourné contre la Russie bolchévique : il servait à combattre l'expansionnisme russe et à faire rempart contre la diffusion des idées communistes en Europe. Finalement, il ne s'est jamais concrétisé : souffrant tout d'abord de la méfiance des partenaires ukrainiens et biélorusses qui y voyaient un instrument au service de l'hégémonie polonaise – une brève guerre éclate pour la ville de Lviv en 1918-1919 entre la Pologne et l'Ukraine –, le traité de Riga met un terme au projet en 1921, partageant la Biélorussie et l'Ukraine dont la plus grande partie intègre la sphère bolchévique. Les nouvelles républiques socialistes sont incorporées dans l'URSS, proclamée le 30 décembre 1922.
(2) Lors du Sommet de La Haye en juin 2025, les pays de l'OTAN se sont engagés à élever leurs dépenses militaires à 5 % de leur PIB : 3,5 % dans des dépenses classiques (soldats, matériel, véhicules, etc.), et 1,5 % dans des infrastructures utilisables pour les armées de l'Alliance.
(3) Voir la déclaration conjointe du Sommet, disponible ici.
(4) Voir Aymeric Belaud, « Les Polonais seront-ils plus riches que les Français dans 10 ans ? », *Contrepoints*, 26 novembre 2025, disponible ici. Des articles similaires ont également été écrits outre-Manche à la suite de ce rapport de l'OCDE.

États-Unis ont invité la Pologne à se rendre au prochain sommet organisé à Miami **(1)**. Dans cette même déclaration, ces derniers ont officiellement appuyé la candidature du pays pour devenir membre de ce groupe. La Pologne a donc l'opportunité de représenter l'ensemble de l'espace centre et est-européen sur la scène mondiale **(2)**.

Le *leadership* polonais pourrait donc tout à fait devenir réalité dans les prochaines années au sein de l'Initiative des Trois Mers elle-même, de fait. À raison d'une croissance d'au moins 3 % par an, la Pologne peut dégager de plus larges financements pour les projets transnationaux de l'Initiative des Trois Mers, et ainsi mieux orienter les priorités du forum selon ses vues. La validation de l'usage dual des infrastructures dans la déclaration conjointe du dernier sommet peut déjà être interprétée en ce sens ; l'accent mis sur les questions de défense. Il doit être rappelé que la Pologne n'impose pas sa volonté aux États membres, cependant, par sa capacité à financer les fonds propres de l'Initiative, sa démographie – la plus importante de la région – et sa position géographique centrale, elle est le seul État à pouvoir assurer un rôle véritablement prépondérant au sein du forum. Une comparaison rapide avec la Roumanie est plus frappante encore pour mettre en lumière le décalage entre les deux pays les plus peuplés de la région : quand la Pologne bénéficie d'une croissance vigoureuse et d'une vision géopolitique stable, la Roumanie s'enlise depuis novembre 2024 dans un marasme politique et économique qui met aussi en péril des subventions européennes pourtant essentielles à son budget **(3)**. S'il ne s'agit donc pas de faire revivre le vieux projet de l'*Intermarium*, la Pologne est amenée à devenir un acteur beaucoup plus central dans la région. La France gagnerait à s'appuyer sur la Pologne, en bonne intelligence, et à s'investir dans les projets de l'Initiative des Trois Mers.

Conclusion

L'Initiative des Trois Mers est une plateforme régionale qui manque encore de cohérence. Tout d'abord, la désunion entre ses membres, les non-dits et les appréhensions quant à un hypothétique projet de domination polonaise ont limité l'implication de plusieurs des parties prenantes. D'un point de vue financier, la plateforme peine à attirer suffisamment de capitaux privés pour ses ambitieux projets au long cours, et elle ne mobilise pas assez de fonds publics pour les suppléer par elle-même.

L'élargissement du forum respecte une certaine logique politique : les États membres appartiennent tous à l'Union européenne et à l'OTAN – à l'exception de l'Autriche –, partagent ce besoin d'infrastructures nord-sud, et cherchent de nouveaux débouchés. L'inclusion d'États périphériques comme l'Ukraine, la Moldavie, l'Albanie et le Monténégro est tout à fait pertinente dans le cadre d'une connexion accrue entre pays riverains ainsi que des projets énergétiques stratégiques.

Les États-Unis sont le principal acteur de l'Initiative des Trois Mers. Leur influence la plus marquante vient des terminaux de GNL construits sur l'Adriatique et la Baltique, qui permettent une véritable pénétration économique de l'isthme ponto-baltique. Cela fait partie d'une stratégie de bonne entente économique et de construction d'infrastructures énergétiques.

---

(1) Voir « Joint Statement on the Strategic dialogue between the United States and Poland », U.S. Department of State, 30 avril 2026, disponible ici.
(2) Les *think tanks* polonais mettent régulièrement en avant le rôle que doit jouer la Pologne au sein de l'Initiative. On pourra notamment se reporter au rapport suivant : *The Three Seas Initiative. New voice of Europe in the G20*, Sobieski Institute, avril 2026, disponible ici.
(3) Nous nous permettons de renvoyer à Alexandre Hogu, « Présidentielle en Roumanie : la victoire du camp libéral… mais pour combien de temps ? », *Causeur*, 20 mai 2025, disponible ici et « En Roumanie, les arbitrages complexes d'un budget au goût amer », *L'Europe*, n°7, décembre 2025. Depuis mars 2026, la crise politique s'est aggravée avec la motion de censure votée contre le Premier ministre Ilie Bolojan. En septembre, il n'y a toujours pas de nouveau gouvernement qui jouisse de la confiance du Parlement et le PNRR – les fonds européens qui représentent 12,5% du budget de l'État – a été difficilement sécurisé grâce à des mesures d'austérité qui laissent tout de même un large déficit. Au cours du premier trimestre de l'année 2026, la croissance est également en berne. Voir Bianca Dumbraveanu, „România iese din recesiune cu frâna trasă. Întârzierea desemnării unui premier și problemele fiscale amenință economia [La Roumanie sort de la récession à petits pas. La lenteur de la nomination d'un premier ministre et les problèmes fiscaux menacent l'économie]", Cotidianul.ro, 16 septembre 2026, disponible ici.

D'autres acteurs existent, qui s'intéressent de près à la plateforme. Le Japon veut sécuriser sa chaîne d'approvisionnement ; l'Espagne, l'Italie ainsi que la Turquie sont des piliers de l'énergie qui assurent la profondeur stratégique de la région, en termes d'acheminement et de regazéification d'hydrocarbures ou bien de connexion à l'Afrique.

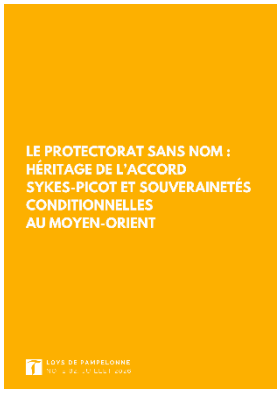
L'Initiative des Trois Mers est donc une plateforme prometteuse, qui se développe. La France peut se placer et rattraper le retard qu'elle a pris ces dix dernières années dans la région, en orientant les projets financés vers des secteurs dans lesquels ses entreprises sont à la pointe. Plus généralement, l'Union européenne ne doit pas voir l'Initiative des Trois Mers comme une concurrente mais, au contraire, comme un outil de renforcement de son attractivité. L'image d'une Europe centrale et orientale connectée qui assure son autonomie énergétique tout en accueillant des capitaux du monde entier, est un outil pour son rayonnement au-delà de ses frontières.

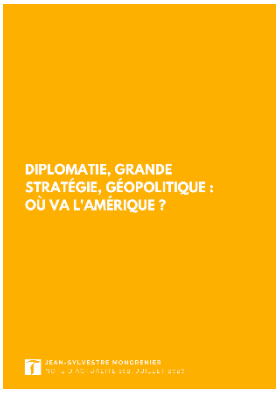
Si l'on veut que l'Initiative des Trois Mers devienne une plateforme régionale de poids, il faut prendre la mesure de son potentiel. L'usage dual des infrastructures à construire est un excellent moyen de justifier les levées de fonds nécessaires à leur construction : des projets lucratifs – gazoducs, autoroutes et autres – qui peuvent également servir à respecter les engagements de la Haye et à renforcer sa mobilité militaire.

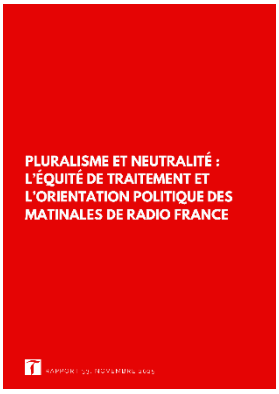
Dans le contexte régional, la Pologne jouit d'une situation économique prometteuse. Elle a la capacité d'influencer les prises de décision et les projets financés par l'Initiative des Trois Mers. La France, si elle veut s'investir dans la région, a intérêt à renforcer encore ses très bonnes relations avec Varsovie. Depuis 2022, les sommets sont des occasions d'impulser de nouvelles stratégies, de faire de grandes annonces. Le prochain se déroulera en Slovaquie en 2027, un partenaire plus ambivalent qui oscille parfois entre l'Union européenne et la Russie. Aussi sera-t-il intéressant de surveiller les priorités que l'État hôte définira et encouragera.

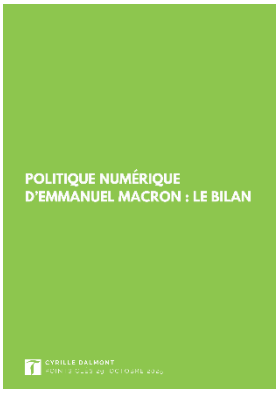
Publications récentes

Retrouvez toutes nos publications sur notre site









Programme
Vivre l'Europe

Le Programme **Vivre l'Europe** analyse la crise profonde de l'Union européenne et fait des propositions en faveur d'une Europe clairement confédérale, fière de ses racines et respectueuse du principe de subsidiarité. L'Union européenne et ses membres doivent se préparer à une refondation et chercher les moyens d'un authentique patriotisme de civilisation.

Ce document est la propriété de l'Institut Thomas More asbl. Les propos et opinions exprimés dans ce document n'engagent que la responsabilité de l'auteur. Sa reproduction, partielle ou totale, est autorisée à deux conditions : obtenir l'accord formel de l'Institut Thomas More asbl et en faire apparaître lisiblement la provenance.

© Institut Thomas More asbl, octobre 2026

You
Tube